Ordonnance sur les installations à câbles transportant des personnes (Ordonnance sur les installations à câbles, OICa)

Modification du ... (Etat le 1.7.2014)

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 21 décembre 2006 sur les installations à câbles¹ est modifiée comme suit:

Préambule

vu l'art. 4, al. 1, l'art. 8, al. 5, l'art. 11, al. 3, les art. 26 et 27 de la loi du 23 juin 2006 sur les installations à câbles (LICa)²,
vu l'art. 7, al. 2, l'art. 18, al. 2, les art. 43 et 63 de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV)³,
en exécution de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques au commerce⁴,

Titre précédant l'art. 1

Chapitre 1 Dispositions générales

Section 1 Objet, champ d'application et définitions

Art. 1, phrase introductive et let. d

La présente ordonnance contient les dispositions d'exécution de la LICa, ainsi que les dispositions d'exécution de la LTV concernant les installations à câbles. Elle comprend notamment des dispositions sur:

- d. les organismes d'évaluation de la conformité, la procédure d'évaluation de la conformité et les exigences relatives aux experts.

RS

¹ RS 743.011

² RS 743.01

³ [RO 1993 3128, 1997 2452 appendice ch. 6, 1998 2859, 2000 2877 ch. I 2, 2006 5753 annexe ch. 2, RO 2009 5631 art. 64]. Voir actuellement la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (RS 745.1).

⁴ RS 946.51

Art. 2 Champ d'application

La présente ordonnance s'applique à toutes les installations à câbles visées par la LICa, y compris les installations spéciales.

Art. 3, al. 1, 4 et 8

¹ Les *installations spéciales* sont des installations à câbles fixes semblables à des téléphériques, des funiculaires ou des téléskis, qui servent au transport de personnes et qui ne sont pas des ascenseurs.

⁴ Les *éléments de construction importants pour la sécurité* sont les éléments de construction dont la défaillance ou le dysfonctionnement compromet la sécurité ou la santé des personnes.

⁸ Sont considérées comme *activités importantes pour la sécurité*:

- a. les mesures nécessaires en cas de panne ou d'accident;
- b. la surveillance de l'embarquement et du débarquement;
- c. l'accompagnement de cabines;
- d. l'évacuation.

*Titre précédant l'art. 4***Section 2 Installations soumises à autorisation cantonale****Art. 4** Autorisation cantonale de construire et d'exploiter

¹ La construction et l'exploitation des installations suivantes requièrent une autorisation cantonale:

- a. les téléskis;
- b. les petites installations à câbles;
- c. les autres installations, si elles ne sont pas soumises au régime de la concession pour transport de voyageurs.

² Afin d'attester la sécurité, il y a lieu de présenter à l'autorité qui délivre l'autorisation les documents visés à l'art. 12 et à l'annexe 1.

³ L'autorité qui délivre l'autorisation évalue la sécurité en procédant aux contrôles visés à l'annexe 2.

⁴ Sauf dispositions contraires de la LICa et de la directive CE sur les installations à câbles⁵, les cantons peuvent édicter des dispositions complémentaires et dérogoires.

⁵ JO L 106 du 3.5.2000, p. 21 à 48

Art. 4a Autorisation cantonale de transporter des personnes

¹ Pour pouvoir transporter des personnes conformément à l'art. 7, al. 1 et 2, LTV, une autorisation cantonale est requise pour:

- a. les téléskis;
- b. les petites installations à câbles sans fonction de desserte;
- c. les autres installations dédiées aux transports visés à l'art. 7 de l'ordonnance du 4 novembre 2009 sur le transport de voyageurs (OTV)⁶.

² L'autorisation ne peut pas être octroyée:

- a. si des intérêts publics importants de la Confédération, notamment ceux de l'aménagement du territoire, des forêts, de la protection de la nature et du paysage, de l'environnement ou de la défense nationale s'y opposent, ou
- b. si l'installation concurrence sensiblement les entreprises de transport concessionnaires.

*Titre précédant l'art. 4b***Section 3 Installations annexes***Art. 4b* Obligation de présenter

¹ Quiconque projette de construire une installation annexe pouvant avoir des effets sur la sécurité de la construction ou de l'exploitation d'une installation à câbles doit présenter ce projet pour examen à l'Office fédéral des transports (OFT).

² L'OFT communique le résultat de son examen au maître d'ouvrage et à l'autorité cantonale dirigeante. Pour cette dernière, le résultat de l'examen de l'OFT a force obligatoire. Les éventuelles charges sont inscrites dans l'autorisation de construire délivrée en vertu du droit cantonal.

³ Si l'installation annexe n'est pas soumise à autorisation cantonale, l'OFT notifie le résultat de son examen par voie de décision au maître d'ouvrage de l'installation annexe et à l'exploitant de l'installation à câbles.

Art. 4c Construction simultanée

En accord avec l'autorité cantonale compétente pour délivrer l'autorisation de construire, l'OFT peut autoriser la construction des installations annexes lorsque celles-ci sont construites en même temps qu'une installation à câbles.

Art. 4d Grands projets

Si un requérant projette de construire simultanément plusieurs installations à câbles et leurs installations annexes sur un même territoire, les installations annexes peuvent, moyennant l'accord des autorités cantonales compétentes et des services

⁶ RS 745.11

fédéraux concernés, être soumises à la procédure d'approbation régie par le droit applicable aux installations à câbles. L'OFT édicte une décision à ce sujet.

Titre précédant l'art. 5

Section 4 Exigences essentielles, prescriptions complémentaires, dérogations aux normes techniques

Art. 5, al. 2

² Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) détermine les exigences essentielles applicables aux installations spéciales et les exigences auxquelles doit satisfaire le dossier de sécurité afférent, si possible avec l'accord de l'organe de contrôle technique du Concordat concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale (CITT).

Art. 6, al. 2

² Les prescriptions qui doivent être appliquées par la Confédération et les cantons sont édictées par le DETEC, si possible avec l'accord de l'organe de contrôle technique du CITT. L'accord de ce dernier est nécessaire lorsque le DETEC édicte des prescriptions appliquées exclusivement par les cantons.

Art. 6a

Pour attester qu'une installation à câbles, malgré une dérogation à une norme technique, remplit malgré tout les exigences essentielles, il y a lieu de prouver, au moyen d'une analyse de risques, que, dans l'ensemble, la dérogation n'augmente pas le risque.

Titre précédant l'art. 7

Section 5 Dispositions diverses

Art. 8

¹ Si possible avec l'accord de l'organe de contrôle technique du CITT, le DETEC édicte des directives sur la fabrication, le contrôle, le montage et la maintenance des câbles

² L'OFT reconnaît les services de contrôle des câbles pour les examens de câbles destructifs et non destructifs. Est reconnu le service qui est accrédité comme tel.

³ Si possible avec l'accord de l'organe de contrôle technique du CITT, le DETEC détermine les cas dans lesquels il faut consulter un organisme de contrôle des câbles reconnu

Art. 9

Abrogé

Titres précédant l'art. 11

Chapitre 2 Construction et modification d'installations à câbles soumises à concession fédérale

Section 1 Procédure d'approbation des plans

Art. 11, al. 1 et 5

¹ En même temps que la demande d'approbation des plans, il y a lieu de soumettre à l'OFT:

- a. s'agissant de la sécurité, les documents prévus par l'annexe 1;
- b. pour les installations à câbles ayant plus de huit places par unité de transport, les documents concernant l'accessibilité aux personnes handicapées;
- c. pour les constructions nouvelles, les installations de remplacement et lors de modifications essentielles conformément à l'art. 2 de l'ordonnance du 19 octobre 1988 relative à l'étude d'impact sur l'environnement⁷, un rapport relatif à l'impact sur l'environnement tel que visé à l'art. 10b de la loi du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement⁸;
- d. un rapport attestant que le projet a été coordonné avec l'aménagement du territoire, notamment quant à sa conformité avec les plans directeurs et les plans d'affectation;
- e. les preuves que les droits nécessaires à la construction et à l'exploitation ont été acquis ou que leur octroi a été garanti;
- f. les documents nécessaires pour évaluer le respect des autres prescriptions déterminantes;
- g. la demande de concession.

⁵ Si les documents sont incomplets ou lacunaires, l'OFT accorde au requérant la possibilité de les compléter.

Art. 12, al. 3

³ Il doit contenir une liste de tous les constituants de sécurité, de tous les sous-systèmes compris dans l'installation et de tous les éléments de l'infrastructure de l'installation importants pour la sécurité.

Art. 13, al. 1, let. a et b

¹ Les prescriptions suivantes s'appliquent au piquetage:

⁷ RS 814.011

⁸ RS 814.01

- a. Les surfaces utilisées pour les mesures de compensation conformément à l'art. 18 de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage⁹ doivent être signalées.
- b. Les bords extérieurs des bâtiments et des ouvrages d'art appartenant à l'installation doivent être signalés par des profils. En dehors des zones d'habitation, les pylônes sont signalés uniquement par un piquetage des points d'angle de leurs fondations et de leur emplacement.

Art. 18, al. 1 et 2, let. a

¹ *Abrogé*

² Par l'approbation des plans, l'OFT peut autoriser que la construction de l'installation ou de parties de celle-ci commence immédiatement:

- a. s'il n'y pas d'oppositions en souffrance;

Insérer l'art. 19a après le titre de la section 2

Art. 19a Conditions d'octroi

¹ Une concession peut être octroyée uniquement si l'entreprise remplit les conditions définies à l'art. 9 LTV.

² Le requérant doit attester qu'il jouit de tous les droits requis pour utiliser les voies de communication.

³ En vue de l'évaluation de l'offre, il doit fournir, afin de prouver:

- a. l'opportunité de l'offre, des indications sur le type, l'emplacement, la prestation de transport et l'accessibilité de l'installation;
- b. la viabilité financière de l'offre, des indications sur:
 1. la demande attendue,
 2. la demande nécessaire pour couvrir les coûts d'exploitation,
 3. dans ce contexte, l'équipement touristique existant et prévu dans le domaine de l'offre envisagée,
 4. le financement prévu,
 5. le résultat économique escompté,
 6. la couverture des coûts de la maintenance et de l'amortissement des constructions, installations et véhicules;
- c. l'absence de conditions de concurrence désavantageuse pour l'économie nationale, des indications sur:
 1. la qualité de l'utilisation de l'offre de transport actuelle sur le territoire en question,

2. l'éventuel préjudice considérable que la nouvelle offre pourrait porter à l'offre de transport actuelle.

⁶ Il doit garantir le respect des dispositions légales.

Art. 20 Demande

¹ Le requérant présente à l'OFT la demande de concession en même temps que la demande d'approbation des plans.

² Les documents suivants doivent être joints à la demande de concession:

- a. un calcul de rentabilité assorti d'un plan d'investissement et de financement, y compris les preuves du financement;
- b. un compte de résultats prévisionnel;
- c. les rapports de gestion des cinq dernières années;
- d. les autres documents requis pour évaluer les conditions de concession.

³ L'OFT fixe au cas par cas l'étendue des documents requis conformément à l'al. 2, let. d.

⁴ Il définit au cas par cas le nombre d'exemplaires de la demande à fournir sous forme papier et dans quelle mesure la demande doit être présentée sous forme électronique.

⁵ Les dispositions de l'art. 11, al. 3 et 5, s'appliquent par analogie.

Art. 20a Consultation

La consultation des cantons et des milieux intéressés a lieu dans le cadre de la procédure d'approbation des plans.

Art. 20b Durée

¹ La concession est octroyée ou renouvelée pour une durée de 25 ans.

² Elle peut être octroyée ou renouvelée pour une durée plus courte notamment si le requérant en fait la demande.

Art. 21 Renouvellement

¹ La demande de renouvellement de la concession doit être présentée à l'OFT au plus tard trois mois avant sa date d'expiration.

² La concession peut être renouvelée s'il résulte des connaissances actuelles relatives aux modifications de l'installation à câbles en question ou de son environnement qu'aucun intérêt de droit public prépondérant ne s'y oppose.

³ L'OFT consulte à ce sujet le requérant et les cantons concernés.

⁴ Les cantons informent l'OFT de toutes les circonstances susceptibles d'influer sur l'évaluation des intérêts de droit public, notamment des modifications de l'aménagement du territoire qui ont eu lieu depuis l'octroi de la concession.

⁵ L'OFT détermine au cas par cas l'ampleur des documents à présenter à l'appui de la demande.

Art. 22, al. 4

⁴ Durant un an au plus, la prestation de transport peut être effectuée intégralement ou en partie à l'aide d'un autre moyen de transport que celui qui est prévu dans la concession sans que celle-ci doive être modifiée. Sur demande, l'OFT peut prolonger cette durée.

Art. 23a Contrat d'exploitation

¹ Le concessionnaire peut transférer certains droits et obligations, en particulier l'exécution des courses, à un tiers moyennant un contrat d'exploitation.

² Il reste responsable de l'accomplissement des obligations devant la Confédération.

³ Si le transfert des droits et obligations concerne une offre de transport cofinancée par les pouvoirs publics, les prescriptions en matière de présentation des comptes visées à l'art. 35 LTV sont également applicables à l'entreprise mandatée.

⁴ A la demande de l'OFT, les contrats d'exploitation doivent lui être présentés pour information.

Art. 24 Fin de la concession

¹ Sur demande du concessionnaire, la concession peut être annulée. Les obligations de transporter, de publier les horaires et d'assurer l'offre demeurent jusqu'à l'annulation de la concession.

² La concession est retirée lorsque les conditions de son octroi ne sont plus remplies. Elle peut être retirée lorsque l'autorisation d'exploiter a été révoquée.

³ La concession expire:

- a. à son terme;
- b. en cas d'annulation;
- c. en cas de retrait;
- d. en cas de révocation;
- e. trois ans après l'expiration de l'autorisation d'exploiter.

Art. 25 Consultation des cantons

¹ Les cantons concernés doivent être consultés avant le renouvellement, la modification, le transfert ou la révocation de la concession.

² La consultation des communes relève de la compétence des cantons.

Art. 25a Désignation officielle

¹ L'OFT fixe la désignation officielle de l'entreprise et ses initiales en accord avec celle-ci.

² L'utilisation de cette désignation et des initiales est contraignante lors de la publication des horaires et des tarifs.

Art. 26, al. 2, let. b

² A cet effet, il doit:

- b. prouver que l'installation a été construite, transformée ou modifiée conformément aux prescriptions (art. 30);

Art. 28, al. 2, let. c

² ... En font partie:

- c. une liste des caractéristiques qui déterminent le domaine d'utilisation du sous-système;

Art. 29, al. 2 et 3

² Lors de l'établissement du rapport d'expert en rapport avec l'al. 1, let. a, il y a lieu de tenir compte des conclusions tirées des expertises relatives aux influences environnementales.

³ Lors de transformations et de modifications, les rapports d'experts sont requis uniquement:

- a. pour la partie transformée ou modifiée de l'installation;
- b. dans la mesure où la transformation ou la modification peut avoir des répercussions sur le reste de l'installation ou sur son exploitation.

Art. 30, al. 1, 1^{bis} et 2

¹ Le requérant doit prouver et présenter à cet effet à l'intention de l'autorité qui délivre l'autorisation une déclaration attestant que l'installation à câbles, dans son ensemble:

- a. a été exécutée conformément aux prescriptions, et
- b. peut être exploitée en toute sécurité.

^{1bis} Il peut fonder sa déclaration sur les déclarations des constructeurs.

² A cet effet, il doit prouver et présenter, à l'attention de l'autorité qui délivre l'autorisation, les déclarations des constructeurs attestant qu'ont été exécutés conformément aux prescriptions:

- a. les constituants de sécurité selon l'annexe IV de la directive CE sur les installations à câbles¹⁰, et
- b. les sous-systèmes selon l'annexe VI de la directive CE sur les installations à câbles.

Art. 31

Abrogé

Art. 34, titre Transport de personnes avant l'octroi de l'autorisation d'exploiter

Art. 35, al. 1

¹ Avant l'octroi de l'autorisation d'exploiter, la date de la mise en exploitation ne peut être communiquée au public que s'il est signalé que l'autorisation d'exploiter n'a pas encore été délivrée.

Art. 36 Transformations et modifications après l'octroi de l'autorisation d'exploiter

¹ Si l'exploitant envisage d'effectuer des transformations ou des modifications de l'installation à câbles ou encore des modifications essentielles de son exploitation, il doit présenter au préalable une requête à l'autorité qui délivre l'autorisation.

² L'autorité qui délivre l'autorisation informe le requérant des procédures à conduire et des documents à présenter.

³ Une approbation des plans ou autorisation d'exploiter nouvelle ou renouvelée est nécessaire lorsque les transformations ou les modifications de l'installation à câbles ou encore les modifications essentielles de l'exploitation ne sont pas couvertes par l'approbation des plans ou l'autorisation d'exploiter existantes.

Art. 37, al. 2

² Est considérée comme preuve une déclaration de conformité du constructeur pour cet élément et, si nécessaire, une attestation de conformité ou un rapport d'expert valables ainsi que les documents qui prouvent de manière vérifiable qu'il s'agit d'un élément du même type.

Art. 38 Renouvellement de l'autorisation d'exploiter

¹ L'autorité qui délivre l'autorisation contrôle en fonction des risques si les documents présentés en vertu de l'art. 56 ou les conclusions résultant de la surveillance exercée en vertu de l'art. 59 contiennent des indices concrets permettant de conclure à une infraction au devoir de diligence visé à l'art. 18 LICa. Ni les documents ni l'installation ne font l'objet d'un contrôle matériel à cet effet.

¹⁰ JO L 106 du 3.5.2000, p. 21 à 48

² L'autorité qui délivre l'autorisation renouvelle l'autorisation d'exploiter lorsqu'il n'y a ni violation du devoir de diligence ni motif de révocation.

³ L'autorisation d'exploiter est renouvelée jusqu'à l'expiration de la concession si le requérant ne demande rien d'autre ou si une durée plus courte s'impose du fait de conclusions issues de la surveillance de la sécurité.

Art. 40, titre et al. 3 Fin de l'autorisation

³ Elle expire:

- a. à son terme;
- b. en cas d'annulation;
- c. en cas de révocation;
- e. trois ans après la cessation de l'exploitation régulière et professionnelle.

Art. 41 Exigences générales

¹ L'entreprise de transport à câbles est responsable des aspects importants pour la sécurité de l'exploitation et de la maintenance de l'installation à câbles.

² L'organisation de l'exploitation et de la maintenance (organisation d'exploitation) de l'installation à câbles doit être adaptée à la dimension, aux particularités techniques et aux risques inhérents au site de l'installation, et doit garantir l'accomplissement irréprochable des tâches.

Art. 42 et 43

Abrogés

Art. 44 Organisation de la récupération et de l'évacuation

¹ L'entreprise de transport à câbles doit prouver que, dans toutes les conditions d'exploitation admissibles, une évacuation peut être effectuée à tout moment, en toute sécurité et à temps.

² Elle doit effectuer des exercices ad hoc dans la mesure requise au moins une fois par année.

Art. 45, al. 4

Abrogé

Art. 46, al. 1, 2, 4, et 4^{bis} Direction technique

¹ L'entreprise de transport à câbles nomme un chef technique ainsi qu'au moins un suppléant et communique le nom de ces personnes aux autorités de surveillance compétentes.

² Elle confie au chef technique la responsabilité opérationnelle des aspects importants pour la sécurité de l'exploitation et de la maintenance de l'installation à câbles et lui accorde expressément les compétences nécessaires.

⁴ Le chef technique désigne le personnel employé pour l'exploitation et la maintenance et prouve que celui-ci est suffisamment formé. La désignation et les preuves doivent être actualisées au fur et à mesure.

^{4bis} Le chef technique peut confier la responsabilité opérationnelle à un suppléant uniquement dans la mesure où celui-ci dispose d'une formation et d'expérience suffisante pour exercer les activités en question.

Art. 47, al. 2 et 3

² Après avoir entendu l'OFT, l'organe de contrôle technique du CITT et l'Association «Remontées Mécaniques Suisses (RMS)», le DETEC édicte des prescriptions sur la formation initiale et continue des chefs techniques et de leurs suppléants.

³ Avant de pouvoir exercer leurs fonctions dans l'entreprise, les chefs techniques et leurs suppléants doivent être reconnus par l'autorité de surveillance compétente.

Art. 47a Interdiction d'exercer l'activité et révocation de la reconnaissance

¹ L'autorité de surveillance interdit, pour une durée indéterminée, d'exercer l'activité de chef technique ou de chef technique suppléant à une personne:

- a. dont la capacité physique ou psychique ne lui permet plus d'exercer une activité déterminante pour la sécurité;
- b. qui souffre d'une dépendance qui exclut l'aptitude à exercer une activité déterminante pour la sécurité;
- c. dont le comportement précédent ne garantit pas qu'elle respectera les prescriptions lors de l'exercice d'une activité déterminante pour la sécurité.

² Elle révoque la reconnaissance lorsque les circonstances donnant lieu au retrait de ladite reconnaissance sont durables.

Titre précédant l'art. 47b

Section 3a Capacité d'assurer le service

Art. 47b Autocontrôle et déclaration en cas de capacité réduite

Si une personne exerçant une activité déterminante pour la sécurité considère que ses capacités à exercer ladite activité sont réduites de sorte qu'elle ne peut plus garantir la sécurité, elle doit:

- a. renoncer immédiatement à toute activité importante pour la sécurité;
- b. l'annoncer immédiatement à son supérieur hiérarchique.

Art. 47c Défense d'exercer une activité importante pour la sécurité

¹ L'entreprise défend à une personne chargée d'activités importantes pour la sécurité d'exercer lesdites activités si cette personne est dans l'incapacité d'assurer le service du fait d'une maladie ou d'un handicap physiques ou psychiques, de l'alcoolisme, d'une autre dépendance ou encore d'autres raisons.

² Les employés d'une entreprise n'ont pas le droit de laisser une personne en état d'incapacité d'assurer le service exercer une activité importante pour la sécurité. .

Art. 47d Incapacité d'assurer le service due à l'alcool ou à d'autres substances

¹ L'incapacité d'assurer le service due à l'alcool (état d'ébriété) est considérée comme avérée lorsqu'une personne exerçant une activité déterminante pour la sécurité:

- a. a une alcoolémie de 0,10 pour mille ou plus, ou
- b. a dans le corps une quantité d'alcool qui conduit à une alcoolémie de 0,10 pour mille ou plus.

² Une alcoolémie de 0,50 pour mille ou plus est considérée comme qualifiée au sens de l'art. 87, al. 1 de la loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les chemins de fer (LCdF)¹¹.

³ L'incapacité d'assurer le service due à des stupéfiants est considérée comme avérée lorsque l'une des substances suivantes est détectée dans le sang d'une personne exerçant une activité importante pour la sécurité et atteint les valeurs indiquées:

a. cannabis (tétrahydrocannabinol);	1,5 µg/L
b. héroïne/morphine (morphine libre);	15 µg/L
c. cocaïne;	15 µg/L
d. amphétamine;	15 µg/L
e. méthamphétamine;	15 µg/L
f. MDEA (méthylènedioxyéthylamphétamine);	15 µg/L
g. MDMA (méthylènedioxyméthylamphétamine).	15 µg/L

⁴ L'OFT édicte une directive sur la détection de ces substances.

⁵ Pour les personnes qui peuvent prouver qu'elles consomment une ou plusieurs substances énumérées à l'al. 3 sur ordonnance médicale, l'incapacité d'assurer le service n'est pas considérée comme avérée par la seule détection de ces substances.

¹¹ RS 742.101

Art. 47e Service compétent pour le contrôle

¹ Les services définis à l'art. 18a LICa en relation avec l'art. 84 LCdF¹² sont compétents pour contrôler la capacité d'assurer le service.

² Les collaborateurs de ces services doivent remplir les conditions suivantes:

- a. ils doivent avoir été formés pour cette activité;
- b. au moins un des collaborateurs doit être joignable durant les heures d'exploitation;
- c. ils doivent faire partie de la même entreprise de transport à câbles que la personne à contrôler;
- d. ils ne doivent pas faire l'objet de motifs de récusation au sens de l'art. 10 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative¹³.

³ Ils doivent pouvoir attester des compétences qui leur sont attribuées.

Art. 47f Dispositions complémentaires

Pour le contrôle de la capacité d'assurer le service, sont applicables par analogie, en sus des art. 47b à 47e, les art. 17 à 25 de l'ordonnance du 4 novembre 2009 sur les activités déterminantes pour la sécurité dans le domaine ferroviaire¹⁴.

Art. 48, al. 1, let a et b, al. 3

¹ L'installation ne peut être exploitée que:

- a. si le chef technique ou un suppléant est joignable à tout moment et s'il est garanti qu'il peut se rendre sur le site de l'installation en une heure;
- b. si le personnel chargé de l'exploitation des installations et des véhicules ainsi que de l'accueil des voyageurs est à pied d'œuvre, et

³ Les personnes qui, du fait de leur état ou de leur comportement, pourraient mettre en danger l'exploitation ou d'autres personnes ne doivent pas être transportées.

Art. 50, let. a

L'entreprise de transport à câbles tient une documentation sur:

- a. les résultats et les preuves des contrôles, des travaux d'entretien, des inspections et des exercices effectués, ainsi que des mesures prises, y compris les travaux de maintenance et de réparation (documentation sur la maintenance);

¹² RS 742.101

¹³ RS 172.021

¹⁴ RS 742.141.2

Art. 51 Principes de maintenance

¹ L'installation à câbles doit être maintenue en état de sorte que sa sécurité et celle de ses éléments soit garantie en tout temps.

² La maintenance doit être planifiée et organisée de manière que:

- a. les prescriptions légales et celles de l'entreprise soient respectées;
- b. les responsables soient constamment au courant de l'état des constructions, des installations et des véhicules.

Art. 52, titre, al. 1 et 3 Planification de la maintenance et des travaux de réparation

¹ L'entreprise de transport à câbles planifie la maintenance et les travaux de réparation de l'installation de manière à ce que la sécurité de l'installation et de ses éléments soit garantie pendant la durée d'utilisation prévue.

³ Les résultats de la planification doivent être pris en compte dans les prescriptions d'exploitation et de maintenance.

Art. 52a Prescriptions d'exploitation et de maintenance

¹ Les entreprises de transport à câbles édictent les prescriptions d'exploitation et de maintenance en tenant compte du concept d'exploitation.

² Les prescriptions d'exploitation et de maintenance:

- a. présentent de manière compréhensible comment la sécurité de l'installation et de ses éléments est garantie pendant la durée d'utilisation prévue;
- b. fixent pour les divers éléments de l'installation les mesures nécessaires et leur périodicité;
- c. décrivent le fonctionnement de l'installation et de ses éléments;
- d. comprennent des instructions sur l'utilisation et la maintenance correctes de l'installation, y compris les procédés et les consignes de travail.

Art. 54, al. 4

⁴ L'autorité de surveillance peut ordonner des contrôles de câbles non destructifs à faire effectuer par un organe de contrôle des câbles qu'elle reconnaît.

Art. 56, al. 2 à 5

² L'entreprise de transport à câbles annonce immédiatement à l'autorité de surveillance:

- a. les changements en matière de responsabilité;
- b. la fusion, la scission ou la dissolution de l'entreprise;

- c. la faillite de l'entreprise ou un avis de surendettement.
- d. les installations hors exploitation dès qu'il est certain que cet état durera plus d'une année.

³ L'entreprise de transport à câbles, le constructeur et l'instance qui a mis sur le marché des éléments d'installations à câbles annoncent dans les 30 jours à l'autorité de surveillance leurs propres nouvelles connaissances susceptibles d'influer sur la sécurité de l'installation.

⁴ En cas d'événement ou de nouvelles connaissances propres, le constructeur ou l'instance qui a mis sur le marché des éléments d'installations à câbles indiquent à l'autorité de surveillance quelles autres installations pourraient être concernées en fonction des éléments de construction utilisés.

⁵ En cas d'événement, l'ordonnance du 28 juin 2000 sur les enquêtes en cas d'accident des transports publics¹⁵ est applicable sur les installations à câbles au bénéfice d'une concession fédérale.

Art. 57 Documents à conserver

¹ L'entreprise de transport à câbles doit, durant toute la durée de vie de l'installation, conserver les documents suivants sur le site de celle-ci:

- a. l'analyse et le rapport de sécurité;
- b. le dossier de sécurité;
- c. les prescriptions d'exploitation;
- d. la documentation sur la maintenance;
- e. les documents visés à l'art. 37, al. 2.

² Elle conserve pendant 10 ans les documents visés à l'art. 58.

³ Le constructeur doit conserver au moins pendant 30 ans:

- a. les documents visés par les annexes V et VII de la directive CE sur les installations à câbles¹⁶;
- b. les attestations concernant les matériaux, les procès-verbaux des contrôles de la production des éléments de construction importants pour la sécurité.

⁴ Si le constructeur n'est sis ni en Suisse ni dans un Etat membre de l'UE, l'obligation visée à l'al. 3 incombe à l'instance qui a mis sur le marché les éléments en question.

⁵ Les documents doivent être élaborés de manière à pouvoir être rattachés sans équivoque à l'élément de construction auquel ils se rapportent.

¹⁵ RS 742.161

¹⁶ JO L 106 du 3.5.2000, p.21-48

Art. 58 Comptabilité

¹ A la demande de l'autorité de surveillance, l'entreprise de transport à câbles doit lui présenter:

- a. le compte d'exploitation;
- b. le bilan;
- c. les comptes des immobilisations et des amortissements ou le tableau des immobilisations corporelles;
- d. le plan d'investissement

² Au début de son activité, elle doit présenter à l'autorité de surveillance les documents visés à l'al. 1, let. b à d.

³ Pour les entreprises de transport à câbles qui obtiennent des indemnités au sens de l'art. 49 LCdF¹⁷ ou des contributions au sens de l'art. 56 LCdF, les livres comptables doivent être tenus selon les dispositions:

- a. de la section 7 de la LTV, et
- b. des dispositions édictées par le DETEC en vertu de l'art. 35, al. 1 et 2, LTV.

Art. 59 Surveillance de la construction, de l'exploitation et de la maintenance

¹ Dans le cadre de l'approbation des plans, de la concession, de l'autorisation d'exploiter, de la reconnaissance de la direction technique et du traitement des annonces, l'autorité de surveillance contrôle le respect des exigences de sécurité et environnementales lors de la construction, de l'exploitation et de la maintenance des installations.

² Elle peut effectuer auprès des entreprises de transport à câbles des contrôles de la construction, de l'exploitation et de la protection de l'environnement, ainsi que des audits, exiger des preuves et des expertises dans des cas justifiés et procéder elle-même à des contrôles par sondages.

³ En présence d'indices concrets, elle peut contrôler à tout moment le respect des exigences liées aux éléments de construction importants pour la sécurité et des sous-systèmes.

⁴ Elle surveille le respect des exigences environnementales avec le concours des autorités spécialisées.

Art. 60, al. 4

⁴ Si l'autorité de surveillance constate qu'un constituant important pour la sécurité ou un sous-système utilisé conformément à sa destination peut compromettre la sécurité d'une installation à câbles, elle avertit immédiatement les autres autorités de surveillance des mesures prises.

Art. 61 Surveillance du marché

¹ L'autorité de surveillance peut contrôler les constituants de sécurité et les sous-systèmes mis sur le marché et, au besoin, prélever des échantillons.

² Les compétences de l'autorité de surveillance sont régies par l'art. 10, al. 2 à 5, de la loi du 12 juin 2009 sur la sécurité des produits (LSPro)¹⁸.

³ Les autorités de surveillance s'informent réciproquement sans tarder et informent le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

⁴ Les obligations de collaborer et d'informer auxquelles doivent satisfaire les personnes responsables de la mise sur le marché d'un produit et les autres personnes concernées sont définies selon l'art. 11 LSPro.

Art. 63, al. 2

² Quoique se réfère aux documents d'un autre organisme que ceux mentionnés à l'al. 1, doit démontrer de manière crédible que les procédures appliquées et la qualification de l'organisme répondent aux exigences suisses (art. 18, al. 2, de la LF du 6 oct. 1995 sur les entraves techniques au commerce).

Art. 65, phrase introductive

L'évaluation de la conformité des constituants de sécurité doit, selon le choix du constructeur, être effectuée selon l'une des procédures suivantes conformément à l'annexe V de la directive CE sur les installations à câbles¹⁹:

*Titre précédant l'art. 67***Section 3 Experts***Art. 67* Exigences pour le domaine spécialisé

Les experts doivent disposer de connaissances spécialisées et d'expérience à la hauteur de la complexité du projet à examiner et de son importance pour la sécurité, notamment:

- a. en pouvant justifier d'une formation appropriée, et
- b. en ayant réalisé ou examiné des objets comparables à l'objet examiné.

Art. 68 Indépendance

¹ Les experts ne doivent pas s'être déjà penchés dans le cadre d'autres fonctions sur l'objet à examiner.

¹⁸ RS 930.11

¹⁹ JO L 106 du 3.5.2000, p. 21 à 48

² Ils doivent être indépendants dans leur prise de décision. Ils ne doivent notamment pas être soumis à des instructions à ce sujet et leur rétribution ne doit pas dépendre du résultat.

Art. 68a Personnes morales

Des personnes morales peuvent exercer des activités en tant qu'experts si elles emploient des personnes qui satisfont aux exigences spécialisées ainsi qu'à l'exigence d'indépendance.

Art. 68b Recrutement, exigences et méthode de travail

L'OFT édicte, si possible en accord avec l'organe de contrôle du CITT, des directives sur le recrutement d'experts, sur les exigences auxquelles ceux-ci doivent satisfaire de même que leur méthode de travail et les rapports qu'ils rédigent.

Art. 68c Responsabilité et assurance

¹ Les experts doivent avoir contracté une assurance responsabilité civile suffisante.

² Ils conviennent avec le mandant de l'étendue de leur responsabilité et de l'assurance *ad hoc*.

³ Ils ne doivent pas restreindre de manière disproportionnée la responsabilité de leurs rapports ou attestations.

Art. 69

Aux termes de l'art. 25, al. 1, let. d, LICa, sera punie toute personne qui aura enfreint délibérément ou par négligence:

- a. l'art. 34;
- b. l'art. 36, al. 1;
- c. l'art. 36a, al. 1;
- d. l'art. 50;
- e. l'art. 56, al. 1 et 2;
- f. l'art. 57.

Art. 73, al. 1, phrase introductive

¹ S'agissant des contrôles périodiques, les dispositions qui figurent aux ch. 94 et 104 ainsi qu'à l'annexe 2 des ordonnances suivantes restent applicables pour les installations existantes:

Art. 74

Abrogé

II

Les annexes 1 à 3 sont modifiées conformément au texte ci-joint.

III

L'acte mentionné ci-après est modifié comme suit:

Ordonnance du 4 novembre 2009 sur le transport de voyageurs²⁰

Art. 15, al. 4

Abrogé

IV

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} mai 2015.

...

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Didier Burkhalter
La chancelière de la Confédération, Corina Casanova

²⁰ RS 745.11

Documents à présenter dans le cadre de la procédure d'approbation des plans

Parenthèses sous le numéro de l'annexe

(art. 4, art. 11, al. 1, annexe 2)

Al. 1, ch. 1, let. f, ch. 3, 4 et 8, al. 2, ch. 3

¹ L'entreprise de transport à câbles doit fournir à l'autorité qui délivre l'autorisation, avec la demande d'approbation des plans, les documents suivants permettant d'évaluer la sécurité:

1. Situation et conception globale, ainsi qu'aménagement de l'installation, avec les indications suivantes:
 - f. Documents sur les installations d'alimentation électrique (stations transformatrices, conduites) y c. indications relatives aux effets sur la population et l'environnement;
3. Concept d'exploitation et concept d'évacuation des passagers;
4. Rapport technique, comprenant la configuration, l'aménagement et l'affectation des principaux éléments du système (y c. schémas synoptiques de tous les sous-systèmes);
8. Expertises réalisées par des spécialistes indépendants relatives aux influences de l'environnement sur l'installation à câbles, notamment les conditions du sol, du vent et de la neige, le danger de givre, la situation en matière d'avalanches, de chutes de pierres, de glissements de terrain, d'éboulis et d'incendies;

² Au plus tard deux mois avant l'octroi de l'approbation des plans, l'entreprise de transport à câbles doit présenter à l'autorité d'approbation les documents suivants, nécessaires pour évaluer la sécurité:

3. Rapport d'expert destiné à contrôler le calcul du câble, y compris les paramètres déterminants pour celui-ci, et les résultats.

Annexe 2
(art. 16, let. a)

Contrôles que doit effectuer l'autorité qui délivre l'autorisation dans le cadre de la procédure d'approbation des plans

Parenthèses sous le numéro de l'annexe

(art. 4, art. 16, let. a, art. 73)

Ch. 1, phrase introductive, ch. 2, phrase introductive, let. c, e et h

L'autorité d'approbation procède aux contrôles suivants dans le cadre de la procédure d'approbation des plans concernant la sécurité:

1. Sur la base des documents présentés, elle contrôle, en fonction des risques et à l'aide de sondages, l'emplacement des éléments suivants de l'installation:
2. De plus, l'autorité d'approbation contrôle, en fonction des risques et à l'aide de sondages:
 - c. *abrogée*
 - e. les connaissances techniques et l'expérience des experts,
 - g. le rapport d'expert selon l'annexe 1.

Documents à présenter avec la demande d'autorisation d'exploiter

Ch. 9 et 11

Pour obtenir l'autorisation d'exploiter, l'entreprise de transport à câbles doit présenter les documents suivants à l'autorité qui délivre l'autorisation:

9. le rapport d'examen probatoire;
11. une instruction de service complète et utilisable (art. 52a, al. 2, let. d) ainsi qu'un modèle en vue de la documentation des travaux périodiques de maintenance, de contrôle et de surveillance;